

MINISTERE DE LA DEFENSE

F. 2003 — 4892

[C — 2003/07321]

**20 DECEMBRE 2003. — Arrêté royal
relatif au patrimoine de l'Ecole royale militaire**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 18 mars 1838 organique de l'Ecole royale militaire, notamment les articles 11 à 17, rétablis par la loi du 22 mars 2001;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services, notamment l'article 6, modifié par les lois du 12 août 2000 et 19 juillet 2001;

Vu la loi du 22 mars 2001 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel militaire, notamment l'article 168;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 29 mars 2002;

Vu l'avis 33.840/2/V du Conseil d'Etat, donné le 28 août 2002;

Sur la proposition de Notre Ministre du Budget et de Notre Ministre de la Défense,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE I^{er}. — *Dispositions générales***Article 1^{er}.** Pour l'application du présent arrêté, il faut entendre par :

- 1° l'Ecole : l'Ecole royale militaire;
- 2° le Patrimoine : le patrimoine de l'Ecole royale militaire;
- 3° le conseil d'administration : le conseil d'administration du Patrimoine;
- 4° le directeur de l'enseignement académique : le directeur des études;
- 5° le ministre : le Ministre de la Défense.

Art. 2. Le conseil d'administration est composé :

- 1° du commandant de l'Ecole, président;
- 2° du commandant en second de l'Ecole;
- 3° du directeur de l'enseignement académique;
- 4° du directeur de la formation militaire et sportive;
- 5° de l'officier supérieur, conseiller juridique et financier de l'Ecole, trésorier;

7° d'un représentant de la direction générale budget et finances;

8° d'un représentant du ministre, ou son suppléant;

9° d'un Inspecteur des Finances, accrédité auprès du ministre.

Art. 3. § 1^{er}. Le représentant visé à l'article 2, 8°, assiste avec voix consultative aux réunions du conseil d'administration. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour l'accomplissement de sa mission.

Il peut introduire dans un délai de quatre jours un recours auprès du ministre contre toute décision qu'il estime contraire à la loi, aux statuts ou à l'intérêt général. Ce recours est suspensif. Le délai court à partir du jour de la réunion lors de laquelle la décision a été prise, pour autant qu'il y ait été régulièrement convoqué et, dans le cas contraire, à partir du jour où il en a reçu connaissance.

Si dans un délai de vingt jours commençant le même jour que le délai visé à l'alinéa 2, le ministre n'a pas prononcé l'annulation, la décision devient définitive. L'annulation de la décision est notifiée au conseil d'administration par le ministre.

§ 2. L'Inspecteur des Finances visé à l'article 2, 9°, exerce en coopération avec le délégué visé à l'article 2, 8°, les mêmes fonctions que ce dernier pour tous les actes qui ont un impact budgétaire ou financier et ceci sous les mêmes conditions et modalités.

MINISTERIE VAN LANDSVERDEDIGING

N. 2003 — 4892

[C — 2003/07321]

**20 DECEMBER 2003. — Koninklijk besluit
betreffende het vermogen van de Koninklijke Militaire School**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 18 maart 1838 houdende organisatie van de Koninklijke Militaire School, inzonderheid op de artikelen 11 tot 17, hersteld bij de wet van 22 maart 2001;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, inzonderheid op artikel 6, gewijzigd bij de wetten van 12 augustus 2000 en 19 juli 2001;

Gelet op de wet van 22 maart 2001 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de statuten van het militair personeel, inzonderheid op artikel 168;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 29 maart 2002;

Gelet op advies 33.840/2/V van de Raad van State, gegeven op 28 augustus 2002;

Op de voordracht van Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Landsverdediging,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepalingen***Artikel 1.** Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

- 1° de School : de Koninklijke Militaire School;
- 2° het Vermogen : het vermogen van de Koninklijke Militaire School;
- 3° de raad van bestuur : de raad van bestuur van het Vermogen;
- 4° de directeur van het academisch onderwijs : de studiedirecteur;
- 5° de minister : de Minister van Landsverdediging.

Art. 2. De raad van bestuur bestaat uit :

- 1° de commandant van de School, voorzitter;
- 2° de tweede commandant van de School;
- 3° de directeur van het academisch onderwijs;
- 4° de directeur van de militaire en sportieve vorming;
- 5° de hoofdofficier, juridisch en financieel adviseur van de School, schatbewaarder;

6° vier leden van het professorenkorps van de School aangewezen door de commandant van de School, op voorstel van de academische raad;

7° een afgevaardigde van de algemene directie budget en financiën;

8° een afgevaardigde van de minister of zijn plaatsvervanger;

9° een Inspecteur van Financiën, geaccrediteerd bij de minister.

Art. 3. § 1. De afgevaardigde bedoeld in artikel 2, 8°, woont, met raadgevende stem, de vergaderingen van de raad van bestuur bij. Hij beschikt voor het vervullen van zijn opdracht over uiterst ruime bevoegdheden.

Hij kan binnen een termijn van vier dagen beroep instellen bij de minister tegen elke beslissing die hij met de wet, met de statuten of met het algemeen belang strijdig acht. Dit beroep heeft schorsende kracht. De termijn gaat in de dag van de vergadering waarop de beslissing genomen werd, voorzover hij daarvoor regelmatig uitgenodigd werd, en, in het tegenovergestelde geval, de dag waarop hij er kennis van heeft gekregen.

Heeft de minister, binnen een termijn van twintig dagen, ingaand dezelfde dag als de in het tweede lid bedoelde termijn, de nietigverklaring niet uitgesproken, dan wordt de beslissing definitief. De nietigverklaring van de beslissing wordt aan de raad van bestuur betekend door de minister.

§ 2. De Inspecteur van Financiën bedoeld in artikel 2, 9°, oefent in samenwerking met de afgevaardigde bedoeld in artikel 2, 8°, dezelfde functies uit als deze laatste voor alle handelingen die een budgettaire of financiële weerslag hebben en dit onder dezelfde voorwaarden en modaliteiten.

Art. 4. Le conseil d'administration se réunit à l'Ecole, sur la convocation de son président ou à la demande de trois administrateurs. Il tient au moins une réunion par trimestre.

Lorsque l'intérêt général ou le respect de la loi ou des règlements le requiert, le ministre ou le représentant visé à l'article 2, 8°, peut imposer au conseil d'administration de délibérer, dans le délai qu'il fixe, sur toute question qu'il détermine.

Lorsque à l'expiration de ce délai, le conseil d'administration n'a pas pris de décision ou lorsque le ministre ne se rallie pas à la décision prise par le conseil d'administration, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, prendre la décision en lieu et place du conseil d'administration. Copie de l'arrêté est immédiatement transmise à la Chambre des représentants.

Art. 5. Le conseil d'administration élit parmi ses membres un vice-président, un administrateur délégué et un secrétaire. Les modalités de cette élection et la durée de leur mandat sont fixées dans le règlement d'ordre intérieur.

Art. 6. Le conseil d'administration ne peut prendre de décision valable que si au moins la moitié de ses membres ayant voix délibérative est présente. En cas de parité des voix, la voix du président est prépondérante. En cas d'absence du président, la voix du vice-président est prépondérante.

Art. 7. En cas d'urgence motivée due à des circonstances imprévisibles, le président et l'administrateur délégué exercent conjointement les attributions du conseil d'administration. Ils rendent compte dès que possible au conseil d'administration de leurs actes de gestion.

Art. 8. Chaque délibération du conseil d'administration est actée dans un procès-verbal signé par le président et le secrétaire. Ce procès-verbal est inscrit dans un registre spécial. Une copie du procès-verbal est transmise au ministre.

Toute copie ou extrait à produire en justice ou ailleurs est signé par le président et le secrétaire. A leur défaut, chacun d'entre eux est remplacé par un membre du conseil d'administration.

Art. 9. Le conseil d'administration nomme le personnel du Patrimoine et en fixe les émoluments et les conditions d'emploi. Il exerce à leur égard les prérogatives de l'employeur, dont il peut déléguer la gestion administrative aux services compétents de l'état-major de la Défense.

Il pose tous les actes d'administration et de disposition qui intéressent le Patrimoine.

Art. 10. Le conseil d'administration rédige son règlement d'ordre intérieur, qui prévoit la répartition des tâches entre les administrateurs, ainsi que les procédures de fonctionnement du conseil, notamment les mesures à prendre pour la gestion des avoirs financiers et pour l'organisation du contrôle interne du Patrimoine. Le contrôle interne est confié à l'autorité désignée par le conseil d'administration. Cette autorité organise le contrôle, qui peut se faire sur place ainsi que sur pièces, d'une façon régulière. Le règlement est soumis à l'approbation du ministre.

Art. 11. Le conseil d'administration veille à l'exécution des conditions imposées par les donateurs et les testateurs aux dons et legs faits au Patrimoine en tenant compte, le cas échéant, de celles qui auraient été ajoutées par le Roi en autorisant l'acceptation.

CHAPITRE II. — *Du budget, de la comptabilité et de la reddition des comptes*

Art. 12. Sauf dispositions contraires du présent arrêté, les règles relatives à la comptabilité et aux comptes des entreprises s'appliquent au Patrimoine.

Art. 13. L'exercice budgétaire et comptable commence le 1^{er} janvier et se termine le 31 décembre de chaque année.

Art. 14. Annuellement, au plus tard le dernier vendredi de mai, sont arrêtés par le conseil d'administration :

- 1° le projet de budget du Patrimoine pour l'exercice budgétaire suivant;
- 2° le compte général du Patrimoine pour l'exercice comptable précédent;
- 3° le compte d'exécution du budget du Patrimoine pour l'exercice budgétaire précédent.

Art. 4. De raad van bestuur vergadert in de School, na oproeping door zijn voorzitter of op verzoek van drie beheerders. Hij vergadert minstens een keer per trimester.

Wanneer het algemeen belang of de naleving van de wet of de reglementen het eist, kan de minister of de afgevaardigde bedoeld in artikel 2, 8°, de raad van bestuur verplichten om, binnen de door hem gestelde termijn, te beraadslagen over iedere door hem bepaalde aangelegenheid.

Heeft de raad van bestuur, bij het verstrijken van deze termijn, geen beslissing genomen of stemt de minister niet in met de beslissing genomen door de raad van bestuur, dan kan de Koning, bij een besluit vastgesteld na overleg in de Ministerraad, de beslissing nemen in de plaats van de raad van bestuur. Van het besluit wordt onmiddellijk een afschrift overgemaakt aan de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Art. 5. De raad van bestuur verkiest onder zijn leden een vice-voorzitter, een afgevaardigd bestuurder en een secretaris. De wijze van deze verkiezing en de duur van hun mandaat worden in het reglement van inwendige orde bepaald.

Art. 6. De raad van bestuur kan slechts een geldige beslissing nemen indien minstens de helft van zijn beslissingsgerechtigde leden aanwezig is. In geval van gelijkheid van stemmen, is de stem van de voorzitter doorslaggevend. In geval van afwezigheid van de voorzitter is de stem van de vice-voorzitter doorslaggevend.

Art. 7. In geval van verantwoorde spoed ingevolge onvoorziene omstandigheden oefenen de voorzitter en de afgevaardigd bestuurder de bevoegdheden uit van de raad van bestuur. Ze geven rekenschap van hun daden van beheer zodra mogelijk aan de raad van bestuur.

Art. 8. Er wordt akte genomen van elke beraadslaging van de raad van bestuur in een proces-verbaal ondertekend door de voorzitter en de secretaris. Dit proces-verbaal wordt ingeschreven in een speciaal register. Een afschrift van het proces-verbaal wordt overgemaakt aan de minister.

Elk afschrift of uittreksel over te leggen aan het gerecht of elders wordt ondertekend door de voorzitter en de secretaris. Bij hun afwezigheid wordt elk van hen vervangen door een lid van de raad van bestuur.

Art. 9. De raad van bestuur benoemt het personeel van het Vermogen en stelt de bezoldiging en de arbeidsvoorwaarden ervan vast. Hij oefent tegenover hen de prerogatieven van de werkgever uit, waarvan hij het administratief beheer mag delegeren aan de bevoegde diensten van de Defensiestaf.

Hij stelt alle daden van beheer en beschikking die het Vermogen aanbelangen.

Art. 10. De raad van bestuur stelt zijn reglement van inwendige orde op dat de verdeling van de opdrachten tussen de beheerders evenals de procedures voor de werking van de raad vastlegt, inzonderheid de maatregelen voor het beheer van de financiële tegoeden en voor de organisatie van de interne controle van het Vermogen. De interne controle wordt toevertrouwd aan de overheid aangewezen door de raad van bestuur. Deze overheid organiseert de controle, die ter plaatse alsook op stukken kan gebeuren, op regelmatige wijze. Het reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de minister.

Art. 11. De raad van bestuur waakt over de uitvoering van de voorwaarden opgelegd door de schenkers en de erfstaters aan de schenkingen en de legaten gedaan aan het Vermogen, desgevallend rekening houdend met deze eraan toegevoegd door de Koning bij de toelating tot aanvaarding.

HOOFDSTUK II. — *De begroting, de boekhouding en het opstellen van de rekeningen*

Art. 12. Behoudens tegengestelde bepalingen in dit besluit zijn de regels betreffende de boekhouding en de rekeningen van de ondernemingen toepasselijk op het Vermogen.

Art. 13. Het begrotings- en boekhoudjaar begint op 1 januari en eindigt op 31 december van elk jaar.

Art. 14. Jaarlijks, ten laatste de laatste vrijdag van mei, worden door de raad van bestuur vastgesteld :

- 1° het ontwerp van begroting van het Vermogen betreffende het volgend begrotingsjaar;
- 2° de algemene rekening van het Vermogen betreffende het vorig boekhoudjaar;
- 3° de uitvoeringsrekening van de begroting van het Vermogen betreffende het vorig begrotingsjaar.

Les documents visés à l'alinéa 1^{er} sont, accompagnés d'un avis du conseil académique, présentés à l'approbation du ministre et transmis à la Cour des comptes.

Le ministre fixe les règles de présentation du projet de budget et des comptes visés à l'alinéa 1^{er}.

Art. 15. Si le budget n'est pas approuvé avant le début de l'année budgétaire, il est permis d'effectuer dès le 1^{er} janvier les mêmes opérations que celles admises dans le budget précédent.

Art. 16. La comptabilité du Patrimoine est tenue par le trésorier. Celui-ci ne peut pas effectuer des tâches d'ordonnateur.

Art. 17. Les entrées et sorties de fonds du Patrimoine s'effectuent à l'intervention du trésorier.

Les fonds sont conservés sur des comptes financiers spécialement ouverts à cet effet.

Toutefois, si les usages commerciaux l'exigent, une partie de ces fonds peut être conservée en numéraire sous la responsabilité du trésorier.

Art. 18. Sous réserve de l'application de la législation relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services, le Patrimoine peut faire toute dépense destinée à satisfaire des besoins spécifiques à sa mission.

Il peut notamment engager du personnel ou acquérir des objets mobiliers à charge du budget du Patrimoine.

Il peut directement aliéner des objets mobiliers appartenant au Patrimoine et prendre en recette le produit de la vente.

Art. 19. Sauf disposition législative particulière, le Patrimoine ne peut être alimenté au départ des crédits budgétaires du Ministère de la Défense.

Art. 20. Le Patrimoine peut reprendre tout ou partie de l'actif et du passif des associations sans but lucratif "Renaissance", "Sport ERM" et "Association des anciens de l'ERM", au moment et dans la mesure décidés par les assemblées générales respectives de ces associations.

CHAPITRE III. — Dispositions transitoires et finales

Art. 21. Avant qu'ait eu lieu la première élection visée à l'article 5, le commandant en second de l'Ecole exerce la fonction de vice-président, le directeur de l'enseignement académique celle d'administrateur délégué et le directeur de la formation militaire et sportive celle de secrétaire.

Art. 22. Le calendrier fixé à l'article 14, alinéa 1^{er}, ne doit pas être respecté pour arrêter le projet de budget pour l'année budgétaire dans laquelle le présent arrêté entre en vigueur et pour le projet de budget pour l'année budgétaire suivante. En attendant l'approbation de ces projets de budget, il est permis d'effectuer les opérations approuvées par le conseil d'administration.

Art. 23. Produisent leurs effets le 1^{er} janvier 2004 :

1° les articles 7 à 13 de la loi du 22 mars 2001 modifiant certaines dispositions relatives aux statuts du personnel militaire;

2° le présent arrêté.

Art. 24. Notre Ministre du Budget et Notre Ministre de la Défense sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Ciergnon, le 20 décembre 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre du Budget,
J. VANDE LANOTTE

Le Ministre de la Défense,
A. FLAHAUT

De documenten bedoeld in het eerste lid worden, vergezeld van een advies van de academische raad, ter goedkeuring voorgelegd aan de minister en overgemaakt aan het Rekenhof.

De minister bepaalt de regels voor het voorstellen van het ontwerp van begroting en de rekeningen bedoeld in het eerste lid.

Art. 15. Indien de begroting niet goedgekeurd is voor het begin van het begrotingsjaar, mogen vanaf 1 januari dezelfde verrichtingen gebeuren als deze die toegelaten waren in de vorige begroting.

Art. 16. De boekhouding van het Vermogen wordt gehouden door de schatbewaarder. Deze mag geen taken van ordonnateur verrichten.

Art. 17. De inkomsten en uitgaven van fondsen van het Vermogen gebeuren met tussenkomst van de schatbewaarder.

De fondsen worden bewaard op financiële rekeningen die speciaal hiertoe werden geopend.

Indien de handelsgewoonten dit evenwel vereisen, mag een deel van deze fondsen in speciën bewaard worden onder de verantwoordelijkheid van de schatbewaarder.

Art. 18. Onder voorbehoud van de toepassing van de wetgeving betreffende overheidsopdrachten inzake aanneming van werken, leveringen en diensten, mag het Vermogen elke uitgave doen met het doel de behoeften specifiek aan zijn opdracht te vervullen.

Het kan inzonderheid personeel aanwerven of roerende goederen verwerven ten laste van de begroting van het Vermogen.

Het kan rechtstreeks roerende goederen in het bezit van het Vermogen vervreemden en de opbrengst van de verkoop in ontvangst nemen.

Art. 19. Behoudens een bijzondere wettelijke bepaling mag het Vermogen niet gestijfd worden met begrotingskredieten van het Ministerie van Landsverdediging.

Art. 20. Het Vermogen kan het geheel of een deel van het actief en het passief van de verenigingen zonder winstgevend doel "Renaissance", "Sport KMS" en "Vereniging van de anciens van de KMS", overnemen, op het ogenblik en in de mate zoals beslist wordt door de respectieve algemene vergaderingen van deze verenigingen.

HOOFDSTUK III. — Overgangs- en slotbepalingen

Art. 21. Voor het plaatsvinden van de eerste verkiezing bedoeld in artikel 5, oefent de tweede commandant van de School de functie van vice-voorzitter uit, de directeur van het academisch onderwijs deze van afgevaardigd bestuurder en de directeur van de militaire en sportieve vorming deze van secretaris.

Art. 22. De kalender bepaald in artikel 14, eerste lid, hoeft niet te worden gerespecteerd bij het vaststellen van het ontwerp van begroting voor het begrotingsjaar waarin dit besluit in werking treedt en van het ontwerp van begroting voor het daaropvolgende begrotingsjaar. In afwachting van de goedkeuring van deze ontwerpen van begroting mogen de door de raad van bestuur goedgekeurde verrichtingen plaatsvinden.

Art. 23. Hebben uitwerking met ingang van 1 januari 2004 :

1° de artikelen 7 tot 13 van de wet van 22 maart 2001 tot wijziging van sommige bepalingen betreffende de statuten van het militair personeel;

2° dit besluit.

Art. 24. Onze Minister van Begroting en Onze Minister van Landsverdediging zijn, ieder wat hen betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Ciergnon, 20 december 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Begroting,
J. VANDE LANOTTE

De Minister van Landsverdediging,
A. FLAHAUT